

L'IMMIGRATION

LE BILINGUISME—L'OBLIGATION POUR LES IMMIGRÉS
HAÏTIENS DE RECOURIR À DES INTERPRÈTES

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire demander à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration s'il a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour que les immigrants haïtiens, qui sont francophones, puissent utiliser la langue française dans leurs relations avec l'administration de son ministère? Actuellement, ils doivent avoir recours à des interprètes, comme l'a révélé dernièrement un comité des droits de l'homme.

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'examinerai volontiers la question et tiendrai compte des instances du député.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

MESURES EN VUE D'AMÉLIORER LE BILINGUISME AU
SEIN DU MINISTÈRE

[Français]

M. Rondeau: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre des Travaux publics pourrait-il dire s'il entrevoit la possibilité d'améliorer le service français à la Division des travaux maritimes de son ministère, avec laquelle il est actuellement impossible de communiquer en français?

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, c'est la première fois qu'une telle plainte est déposée auprès de mon ministère. Je puis assurer les honorables députés que je prendrai toutes les mesures nécessaires pour que chacune des deux langues officielles soit disponible à ceux qui s'adressent au ministère.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE—L'INCIDENCE DES TAUX
ÉLEVÉS D'IMPOSITION ET DU COÛT DE
L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

[Traduction]

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Le gouvernement fédéral a-t-il étudié l'incidence du taux élevé de l'impôt fédéral joint à la montée rapide du coût général du gouvernement à tous les échelons sur l'augmentation du coût de la vie?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons analysé l'incidence du fardeau fiscal sur chaque aspect de l'économie y compris le coût de la vie.

L'hon. M. MacLean: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre s'il a déduit de son étude que les gouvernements pourraient prendre des dispositions qui contri-

Questions orales

bueraient directement à abaisser le coût de la vie en réduisant les taux d'imposition?

L'hon. M. Turner: Je comprends certes le point de vue du député, mais ce n'est pas tout à fait le moment opportun de répondre à sa question.

• (1130)

LA HAUSSE DES LOYERS—LE CAS DE LA SOCIÉTÉ
CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre d'État chargé des Affaires urbaines et du logement. Étant donné que le coût du logement a accusé une hausse de 5.3 p. 100 l'an dernier et que, par conséquent, cette question a atteint l'état de crise, le ministre étudierait-il le fait que la SCHL consent une augmentation des loyers des divers types de logements dans les plus grands centres urbains canadiens, ce qui accroît le coût du logement qui influe sur l'indice qu'on vient de mentionner?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne les logements qui appartiennent à la SCHL ou sont gérés par celle-ci, j'ai, l'autre jour, répondu à cette question disant que j'étais à faire une étude sur la politique des loyers, et qu'entre-temps, il n'y aurait pas de hausses. Je crois, cependant, que la question du député vise probablement les logements à dividendes limités qui ne sont pas gérés par la SCHL. De fait, les augmentations que négocient les propriétaires sont proportionnelles à la hausse des coûts. Ces dispositions font sans cesse l'objet d'études.

M. Woolliams: Je veux parler des baux qui régissent le coût des loyers de différents types de logements pour lesquels aucune augmentation ne peut avoir lieu sans le consentement de la SCHL. Le ministre accepterait-il, en ce qui concerne la SCHL, de geler toute autre augmentation afin d'aider les retraités et les personnes à revenus fixes?

L'hon. M. Basford: Je viens d'indiquer clairement que j'ai gelé les loyers des immeubles que nous gérons en attendant d'en faire une étude.

LA HAUSSE DU PRIX DU MAZOUT—LA COMPOSITION DU
GROUPE D'ÉTUDE

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que le prix du carburant a augmenté de 3.9 p. 100, le ministre, qui a déclaré à la Chambre qu'une étude avait été effectuée sur la pénurie, ou sur la propagande faite sur la pénurie d'énergie, le ministre donc peut-il nous informer qui dirige cette étude et si les membres de ce groupe d'étude font partie de la Fonction publique, d'organismes gouvernementaux ou s'ils viennent d'entreprises privées?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, cette étude est effectuée par mon propre ministère et par l'Office national de l'énergie. Si le député réproche l'augmentation du coût de l'énergie, il peut également s'adresser au premier ministre Lougheed.

M. Woolliams: Le premier ministre peut-il nous dire s'il s'agit d'une politique gouvernementale, étant donné le fait que le ministre de la Défense nationale approuve la politi-